



**Mardi 26 avril**

## **Des syndicats internationaux demandent à l'UE d'agir afin de protéger les travailleuses et travailleurs du secteur des produits de la mer**

Deux fédérations syndicales internationales représentant des millions de travailleuses et travailleurs du monde entier vont rencontrer cette semaine la commission de la pêche de l'Union européenne pour demander l'élargissement de la législation afin de protéger les pêcheurs et les travailleuses et travailleurs du secteur de la transformation des produits de la mer.

Cette rencontre coïncidera avec Brussels Seafood Expo Global, le salon international des produits de la mer de Bruxelles, qui réunit plus de 2 000 sociétés du secteur de la pêche et de l'aquaculture.

La Fédération européenne des travailleurs des transports (ETF), la Fédération internationale des ouvriers du transport (ITF), la Fédération européenne des syndicats de l'alimentation, de l'agriculture et du tourisme (EFFAT) et l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du catering, du tabac et des branches connexes (UITA) veulent voir la mise en place de mécanismes concrets pour veiller au respect des droits des travailleuses et travailleurs par les sociétés dont les produits sont importés dans l'Union européenne.

Johnny Hansen, Président du Comité de la Section de la pêche de l'ITF, a déclaré : « Le système actuel de cartons jaunes distribués par l'UE ne considère officiellement que les violations se produisant dans le secteur de la pêche INN (illicite, non déclarée et non réglementée) d'un pays. Nous savons qu'il arrive que des violations extrêmes des droits des travailleurs soient prises en compte car il a maintes fois été démontré que de telles violations sont liées à la pêche INN. Ce que nous réclamons, c'est que la commission ajoute officiellement toutes les violations des droits des travailleurs à ses critères dans le cadre du système de cartons concernant les produits de la mer. Cela ne va pas se produire du jour au lendemain, mais nous devons faire un premier pas décisif dans ce sens, avec une législation solide à l'appui. »

Ron Oswald, Secrétaire général de l'UITA, a déclaré : « La couverture médiatique des violations barbares des droits humains dans le secteur de la pêche a permis d'attirer l'attention de l'opinion publique sur celles-ci, mais très souvent ces violations perdurent car les entreprises ne subissent pas de réelles pressions pour les contraindre à respecter les normes internationales en matière de droits humains. Des mécanismes efficaces doivent être adoptés urgemment pour faire en sorte que les entreprises qui exportent

leurs produits dans l'Union européenne respectent le droit des travailleuses et travailleurs de constituer des syndicats et de négocier leurs conditions d'emploi. Il convient que les entreprises qui ne respectent pas ce droit soient visées par des sanctions conséquentes. »

Un rassemblement est également prévu à l'extérieur du lieu du salon pour sensibiliser les participants au non-respect persistant des droits humains dans le secteur. Le cas des salariés du groupe Citra Mina, licenciés pour avoir formé un syndicat à General Santos aux Philippines, sera tout particulièrement mis en exergue.

### **Compléments d'information**

Contacts :

EFFAT : Estelle Brentnall [E.brentnall@effat.org](mailto:E.brentnall@effat.org) Téléphone : 00 32 2 209 62 66

ETF : Livia Spera [l.spera@etf.org](mailto:l.spera@etf.org) Téléphone : 00 32 2 285 46 68

Le salon Seafood Expo Global a lieu du 26 au 28 avril à Brussels Expo

[En savoir plus sur le conflit Citra Mina](#)